

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21415 - 79ÈME ANNÉE

Les conditions de vie de la population se dégradent toujours plus chaque jour

Crise de l'eau à Mayotte : un impact pour La Réunion

Selon « le Monde », la crise de l'eau à Mayotte pousse des « mineures mères de famille » à se prostituer pour « acheter à manger à leur bébé », faute d'eau pour cuisiner. Pour le moment, pas de solution immédiate à la crise de l'eau, les distributions d'eau en bouteille gratuite ne peuvent suffire. L'État et les collectivités de Mayotte sont visées par des procédures judiciaires. Des victimes de la crise de l'eau s'organisent et demandent à ceux qu'elles estiment responsables de rendre des comptes.

Cette crise de l'eau n'est pas le résultat de l'insécurité, l'opération Wuambushu lancée par le gouvernement ne réglera pas ce qui est devenu le principal problème de la population à Mayotte.

Paris comprend-il que les moyens ne sont pas suffisants pour permettre l'accès à l'eau du robinet 24 heures sur 24 et 7 jours du 7 à Mayotte ?

La France fait partie du G7, et donc du groupe des pays les plus riches du monde. Mais la crise de l'eau à Mayotte n'arrive pas à être résolue.

Ces événements pourront avoir des conséquences sur La Réunion. Des habitants de Mayotte émigreront vers La Réunion pour fuir des conditions de vie plus difficiles que dans notre île.

« La situation s'aggrave de jour en jour et c'est pire que ce que l'on peut imaginer », alarme Racha Mousdikoudine, présidente du collectif Mayotte a soif. Elle raconte ces « vies humaines en danger » : des « enfants qui boivent de l'eau des puits », des personnes handicapées exclues de la distribution des bouteilles gratuites, ou des « mineures mères de famille qui se prostituent pour acheter à manger à leur bébé », car dans l'incapacité de se servir de l'eau pour leur alimentation », c'est un extrait d'un article du « Monde » paru le 3 décembre dernier sous le titre « A Mayotte, la crise de l'eau se déverse dans les tribunaux ». Les

propos de Racha Mousdikoudine avaient pour cadre l'audience du tribunal administratif de Mamoudzou. « des procédures sont lancées devant des juridictions différentes. Elles mettent en cause les défaillances des collectivités publiques locales et de la Société mahoraise des eaux (SMAE), ainsi que le manque de vigilance et d'anticipation de l'Etat. », explique « le Monde ».

Eau en bouteille gratuite payée par l'État

Afin de limiter la pression sur une ressource devenue rare à Mayotte à cause de la sécheresse, l'État a imposé des délestages dans la distribution de l'eau dans les différents quartiers et villages. L'eau du robinet n'est accessible qu'un jour sur trois. Face à la crise et à l'indignation et aux abus qu'elle suscite à Mayotte, l'État a pris notamment les engagements suivants. Tout d'abord, la paiement par l'État des factures d'eau de tous les abonnés au réseau d'eau potable, et cela jusqu'à la fin de l'année 2023. Ensuite, l'État s'est engagé à fournir de l'eau en bouteille à chaque habitant de Mayotte. Jusqu'alors, l'eau en bouteille gratuite était offerte à des familles répondant à des critères sociaux et de santé. En effet, le prix de l'eau en bouteille a flambé à Mayotte. Il est bien plus élevé qu'à La Réunion, alors que les revenus des ménages à Mayotte sont plus faibles que dans notre île.

Pas de solution immédiate

Mais l'opération de distribution d'eau gratuite à toute la population ne peut répondre à l'attente immédiate de près de 300 000 personnes du jour au lendemain. Il s'ensuit un sentiment de désorganisation,

malgré les moyens importants mis en œuvre par l'État pour mener cette mission. L'armée française stationnée à Mayotte est en effet impliquée dans ces opérations de distribution de bouteilles d'eau à la population.

Manifestement, pour le collectif Mayotte a soif, ces actions ne suffisent pas à compenser l'ampleur de la crise. Pour cette ONG, l'État est donc un des responsables de l'impossibilité de donner accès à l'eau potable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à tous les robinets qui sont connectés au réseau : fontaines, lavoirs, robinets des particuliers et des entreprises.

Mais les communes, les collectivités et donc leurs dirigeants portent une lourde responsabilité car elles eurent jusqu'à récemment la compétence de gérer, entretenir et construire des réseaux d'eau potable. L'État est accusé d'avoir laissé faire et de manquer d'anticipation.

180 litres d'eau potable par jour par habitant : possible à Mayotte ?

La situation à Mayotte rappelle que la gestion de l'eau propre à un pays situé en Europe ne peut être importée dans un pays tropical, gravement touché par la crise climatique. En France, le modèle est l'accès à l'eau potable dans plusieurs pièces d'une maison, avec une seule utilisation de l'eau avant une évacuation vers un dispositif d'assainissement. La station d'épuration pouvant traiter les effluents de plusieurs dizaines de milliers de familles est le dispositif privilégié.

C'est ce modèle qui est appliqué à La Réunion. Il a conduit au résultat suivant : la consommation quotidienne est de 180 litres d'eau potable par habitant. Ceci est intenable à Mayotte, en raison de la baisse de la ressource causée par la sécheresse persistante. Or, cette sécheresse devient la norme en raison de la crise climatique.

Face au changement climatique, Paris met-il en face les moyens nécessaires pour que l'eau du robinet coule 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans tous les quartiers et villages équipés de Mayotte ?

La France fait partie du G7, et donc du groupe des

pays les plus riches du monde. Mais la crise de l'eau à Mayotte n'arrive pas à être résolue.

La Réunion concernée

Ces événements pourront avoir des conséquences sur La Réunion.

Pour le moment, le lien le plus visible est la livraison de centaines de milliers de bouteilles d'eau importée de La Réunion par bateaux. Car, un autre lien se renforcera, faute de solutions à court terme pour l'eau, mais aussi face aux nombreux problèmes structurels : manque d'écoles, manque d'hôpitaux, manque de services publics en général et coût de la vie trop élevé...

Des habitants de Mayotte émigreront vers La Réunion pour fuir des conditions de vie plus difficiles que dans notre île.

Mayotte compte aujourd'hui environ 300 000 habitants. Selon l'ONU, sa population sera supérieure à 400 000 habitants d'ici 2050. D'ici cette date, les effets du changement climatique ne s'atténueront pas à cause de l'importante quantité de gaz à effet de serre déjà présente dans l'atmosphère. La tentation d'émigrer vers La Réunion sera donc présente. Elle sera d'autant plus forte tant que l'égalité sociale avec la France ne sera pas appliquée à Mayotte.

La crise de l'eau à Mayotte interpelle également sur le modèle de l'utilisation de l'eau à La Réunion. Comme à Mayotte, la sécheresse devient la norme à cause de la crise climatique. Jusqu'à présent, les délestages sont limités. D'où l'importance d'anticiper pour protéger les Réunionnais d'une crise de l'eau aussi dramatique qu'à Mayotte.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Prix subventionnés : le coût des aides publiques aux énergies fossiles a presque doublé en 2022

Le coût des mesures de soutien à la production et à la consommation de combustibles fossiles a fortement augmenté en 2022, alors que les pays cherchaient à amortir l'impact de la flambée des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises, selon une analyse publiée ce 5 décembre par l'OCDE et l'AIE. Rappelons qu'à La Réunion, le prix de la bouteille de gaz à 15 euros résulte d'une subvention versée par la Région et le Département aux compagnies pétrolières : l'argent public est utilisé pour faire baisser le prix. Le manque de ciblage augmente les coûts budgétaires et tend à bénéficier de manière disproportionnée aux ménages les plus aisés, qui ont tendance à consommer davantage d'énergie.

De nouvelles données de l'OCDE et de l'AIE montrent que le coût budgétaire du soutien mondial aux combustibles fossiles dans 82 économies a presque doublé pour atteindre 1 481,3 milliards USD en 2022, contre 769,5 milliards USD en 2021, alors que les gouvernements ont institué des mesures pour compenser les prix de l'énergie exceptionnellement élevés, entraînés par en partie à cause de la guerre en Ukraine.

427,9 milliards de dollars pour les énergies fossiles en 2022

L'Inventaire de l'OCDE des mesures de soutien aux combustibles fossiles estime que les transferts directs et les dépenses fiscales associés aux mesures de soutien aux combustibles fossiles se sont élevés à 427,9 milliards de dollars en 2022. En outre, l'AIE calcule que les combustibles fossiles vendus à un prix inférieur aux prix du marché se sont élevés à 1 126,6 milliards de dollars. Les augmentations ont été significatives dans les secteurs du pétrole, de l'électricité et du gaz naturel.

Pour les pays couverts par l'inventaire de l'OCDE, le soutien reste principalement destiné aux consommateurs (entreprises et ménages), représentant 81 % du coût budgétaire total des mesures de soutien, suivi du soutien aux producteurs de combustibles fossiles à 16 %. Le soutien aux services généraux (c'est-à-dire le soutien qui ne cible spécifiquement ni les producteurs ni les consommateurs) représentait 3 % du coût budgétaire total du soutien.

1 100 milliards de dollars de subventions à la consommation

L'AIE suit les subventions aux combustibles fossiles en examinant les cas où les prix à la consommation sont inférieurs à la valeur marchande du combustible lui-même. L'AIE constate que les subventions à la consommation ont augmenté pour atteindre 1 100 milliards de dollars en 2022, soit un bond de 116 % par rapport à 2021, sous l'effet de la hausse des prix sur les marchés internationaux.

L'analyse montre également une reprise du soutien à la production et à la consommation de charbon, qui a atteint 36,1 milliards USD en 2022, soit une augmentation de 60 % depuis 2013. Il s'agissait notamment de subventions au chauffage pour les ménages qui consomment du charbon et de plafonnement des prix du charbon comme intrant pour la production d'électricité, notamment dans les pays producteurs de charbon et l'allongement de la durée de vie ou le redémarrage temporaire des centrales à charbon.

Les consommateurs riches principaux bénéficiaires

Les gouvernements doivent réformer les mesures de soutien existantes pour mieux cibler ceux qui en ont le plus besoin. Le manque de ciblage augmente les coûts budgétaires et tend à bénéficier de manière disproportionnée aux ménages les plus aisés, qui ont tendance à consommer davantage d'énergie. Enfin, de manière plus générale, des mesures non ciblées faussent les signaux de prix, contribuant ainsi à la poursuite de la consommation de combustibles fossiles.

L'OCDE et l'AIE ont toujours appelé à l'élimination progressive du soutien inefficace aux combustibles fossiles et à la réorientation des financements publics vers le développement d'alternatives à faible intensité de carbone, parallèlement à l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité énergétiques.

Oté

Konte noute lotonomi énérgétik : Di pa mwin sa lé pa fé éksepré !

Mézami zordi mi vé anparl azot in plante parétil néna toute sorte kalité : son nom, lo Kolza. Avèk kolza i fé luil, i fé tourteau, i fé langré vèr, i fé in dyéstèr pou ranplass ban produi pétrolyé dann motèr, i ansèrv sa galman dann l'izine éléktrik. Estra ! Sof ké ni plante pa sa issi La Rényon é sirman pou sa l'EDF donk l'éta franssé la fé lo shoi.

In bone shoz, sansa in movèz shoz ?

In bone shoz si ni oi pa pli loin ké lo boute noute né, pars sé in moiyn pou ranplass bann produi pétrolyé par in produi vèr i pèrmète diminyé lo fanaz gaz léfé d'serre... Konm ni koné sé zot i détrak noute klima.

In movèz si ni konsidèr sa in konm in moiyn pou bate atèr noute lotonomi énérgétik possib. Mwin mi trouv banna i komanss fatig noute tété : Boirouz avèk le Gol i sava anpliss la bagass ansèrv bann biye de boi i sorte Canada — konm zot i oi la porte mon voisin.

Dézyèmm zafèr, i paré, dann karton l'EDF néna prozé pou fé bann pti lizine éléktrik va marsh avèk lénèrji nikléèr é konm zot i koné l'uranium é toute lo tintoin sa néna an éstok koté la kaz.

In nouvèl, lo lizine éléktrik lo Port li doi fourni anou 40 % léstréssité nou la bézoin. Sak i vé dir, si i ariv in zour i gingn pi akoz la guèr sansa d'ote konplikassion inporte lo dyéstèr pou fé tourn lo lizine ébin va fé konm i gingn — va fèr avèk plito va fé san.

Méssyé lo dirèktèr l'EDF ou té apré parl lénèrji bann rényoné mé oute diskour i tienbo pa shomin sé lénèrji néo-kolonyal ou l'apré dévlopé... Mwin la santi ou té inpé anbarassé. Mézami si nou téi komann anou nou noré fé in médlé avèk solèye, noute biomass, lénèrzi éolienne, lénèrzi la mèr, lénèrzi volkan. Toussala pou trape noute lotonomi énérgétik, sèl garanti pou in prodikssyon ékilibré.

A bon antandèr, salu !

NB La Franss la lanss in plan san milyar pou fé bann zéoliène marine mé La Rényon sré pa dsi la liste.

Justin